



La Découverte

Sharon ou la stratégie de la terreur

DANS **MOUVEMENTS** 2002/3 (N^o 21-22), PAGES 5 À 7
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1291-6412

ISBN 2-7071-3753-7

DOI 10.3917/mouv.021.0005

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2002-3-page-5.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Sharon ou la stratégie de la terreur

En 1982, Jean Genet a su dire l'horreur de Sabra et Chatila. Qui dira celle de Jenine ? À vingt ans d'écart, l'ignominie a le même visage, celui d'Ariel Sharon. Dans nombre de chancelleries occidentales, il est de bon ton de vouloir paraître équilibré dans le jugement, en attribuant des torts à la politique israélienne mais aussi de lourdes responsabilités à la partie palestinienne. Il faudrait espérer que chacun veuille bien faire la moitié du chemin et le tour pourrait être joué. Lorsque la diplomatie se refuse ainsi à différencier la victime et le bourreau, c'est qu'elle est bien malade et sans doute hors d'état de produire des solutions.

L'agression que subit depuis des semaines le peuple palestinien n'est pas la conséquence de l'enchaînement malheureux d'incompréhensions réciproques et de la haine que nourrissent l'un envers l'autre Yasser Arafat et Ariel Sharon. Elle est le résultat d'une stratégie délibérée du second. Nous ne cherchons ni à banaliser, ni à justifier les attentats de kamikazes palestiniens contre des civils israéliens. Nous ne cherchons pas non plus à masquer la part d'obscurantisme religieux ou de nationalisme exacerbé qui pousse des jeunes hommes et, désormais, des jeunes femmes, à être des candidats au « martyr ». Chacun sait cependant que la politique israélienne actuelle renforce les aspects culturels et politiques les plus régressifs de la société palestinienne et que l'aggravation de l'occupation ne fera qu'amplifier ces actes désespérés.

Sharon se moque de la sécurité d'Israël ou, plus exactement, de celle de sa population. Il ne vise ni la paix, ni la sécurité. Sa stratégie repose sur la recherche de la tension maximale. L'offensive de Pâques visait tout à la fois à adresser une fin de non-recevoir au plan de paix saoudien et à détruire ce qui pouvait rester de l'Autorité palestinienne, c'est-à-dire le seul interlocuteur possible pour un règlement pacifique. Cette stratégie de la tension et de la terreur est mûrement réfléchie. L'annexion des territoires occupés demeure à l'évidence le but de la droite israélienne. Or,

cet objectif se heurte au problème incontournable de la démographie. La prééminence de la population juive ne pourrait être assurée dans un « grand Israël » que par un système d'apartheid ou par un exode massif des Palestiniens. Si Sharon voulait convaincre les habitants de la Cisjordanie qu'ils n'ont à terme le choix qu'entre l'humiliation, la valise ou le cercueil, il ne s'y prendrait pas autrement. Un plan existe, paraît-il, de regroupement des futurs réfugiés à Gaza, bande de territoire qu'il suffirait ensuite de murer et de transformer en Bantoustan. Un plan difficilement envisageable ? Peut-être. Les précédents invitent cependant à la réflexion : la Serbie, qui n'avait pas réussi à vider le Kosovo pendant des décennies, y est parvenue en trois semaines grâce à la terreur. La comparaison s'arrête là, car il n'est pas certain qu'il existe grand monde pour ramener ensuite les Palestiniens chez eux.

Face à de tels objectifs, le temps n'est plus à se demander si les zones de flou des accords d'Oslo ne portaient pas en germe les catastrophes du présent, si Arafat n'aurait pas mieux fait de signer un accord à Camp-David ou à Tabah, ou si un État bi-national ne serait pas préférable à un État palestinien. Il faut sauver le droit d'un peuple à vivre chez lui et à disposer de ses droits et de son État.

La rationalité n'est pas toujours la donnée première en politique. Devant les zigzags de la politique américaine, on a pu se demander ce qui l'emportait de l'incompétence, des divisions internes ou tout simplement du double-jeu. Au lendemain de la première rencontre entre Colin Powell et Yasser Arafat dans les ruines de Ramallah, l'hypothèse de la duplicité reste forte. Là où il aurait fallu agir dans l'urgence, les attermoissements et les délais ont permis à l'offensive israélienne de continuer de se déployer et d'enlever à l'Autorité palestinienne ses derniers moyens matériels. Chacun sait que les États-Unis disposent de moyens efficaces de convaincre Israël, dont ils sont la principale source financière et d'armement. Alors que 60 % des Américains se déclarent favorables à une pression économique sur le gouvernement Sharon, ce qui est sans précédent, la menace n'en a même pas été agitée, tout au moins au moment où ces lignes sont écrites.

S'agissant de l'Europe, en laquelle les Palestiniens placent pourtant beaucoup d'espoirs, ce n'est pas de duplicité qu'il faut parler (car le désir de revenir à un processus de paix est probablement sincère, comme celui de voir naître enfin un État palestinien viable), mais d'une attitude velléitaire. La France n'a avancé que bien timidement la proposition d'une force internationale d'interposition. Le Parlement européen a voté majoritairement la suspension des accords économiques avec Israël tant que durerait l'occupation des territoires, mais ni la Commission européenne, ni les gouvernements n'ont à ce jour envisagé de faire passer cette demande des parlementaires dans la réalité.

Une nouvelle fois sont manifestes les ravages que provoque l'organisation unipolaire d'un monde où les Etats-Unis s'arrogent le droit d'être tour à tour des justiciers, des complices ou des truands – en fonction de leurs intérêts propres, et en ne prenant au mieux en compte qu'à la marge les intérêts d'autres peuples.

Notre responsabilité de Français, d'Européens, de militants, d'intellectuels, est en jeu. Notre action, notre protestation et notre pression sont encore loin, très loin du niveau qui serait nécessaire.

Il y a des moments où l'on s'étonne de l'étonnement que l'on voit poindre autour de soi : certains viennent de découvrir que le conflit proche-oriental a des répercussions dans notre réalité nationale. Il faut ne pas avoir mis les pieds depuis des années dans une banlieue populaire pour ne pas s'être rendu compte qu'une partie des jeunes d'origine maghrébine était en passe de s'identifier aux combattants de l'intifada. Cette réaction à fleur de peau est liée à un sentiment d'humiliation. Elle est souvent infrapolitique, peu renseignée sur la complexité des situations historiques et politiques, et dérive quelquefois vers une agressivité « anti-feujs ». Il n'y a pas lieu d'être surpris que, dans l'incandescence de l'injustice faite au peuple palestinien, une fraction marginale de cette judéophobie – pour ne pas utiliser ici la notion plus classique et mal adaptée d'antisémitisme – aboutisse à des actes odieux, qui pourraient devenir criminels, dirigés contre la communauté juive en France.

Les vrais amis du peuple palestinien ne sauraient faire preuve de la moindre complaisance envers ces agissements, et ils doivent être parmi les premiers à les condamner. Il faut saluer, une fois de plus, la figure admirable de Leïla Chahid, la représentante en France de l'Autorité palestinienne, qui a su trouver les mots justes et démontrer par surcroît que ces actes portaient atteinte aux intérêts de son peuple. Inversement, il faut dire aux dirigeants des institutions de la communauté juive qu'identifier la lutte contre l'antisémitisme au soutien à la politique israélienne n'aboutit qu'à jeter de l'huile sur le feu. Une partie de la communauté juive française a tenu à se démarquer de cette attitude, mais elle semble hélas bien minoritaire.

Pour prévenir des affrontements constants entre communautés, il est inutile de se lamenter et d'essayer de trouver on ne sait quel juste milieu. Il faut dire le vrai sur les responsabilités – totalement inégales – des uns et des autres. Il faut aussi que l'opinion publique de nos pays fasse pression sur les gouvernants afin qu'ils pèsent sur le cours de l'histoire au Proche-Orient. Une paix juste et durable passe par le droit du peuple palestinien à un État viable et par le droit d'Israël à exister dans ses frontières internationalement reconnues. C'est à cette condition que la sécurité des deux peuples pourra être garantie.

Mouvements